

SAMIR AMIN

Le droit bafoué, la démocratie menacée

1. Un moment comme le nôtre, celui d'une crise structurelle de l'accumulation capitaliste, d'une révolution technologique, d'une ampleur décisive, d'un redéploiement de l'impérialisme, est forcément un moment de grand désarroi pour les peuples opprimés et les classes travailleuses exploitées. Car la conjoncture que ces phénomènes composent ensemble permet au capital dominant d'imposer la logique exclusive de ses intérêts propres, sans avoir à composer avec ceux qui en sont les victimes.

Le moment est effet celui de la déconstruction des formes anciennes d'organisation de la production et du travail. De ce fait les formes d'organisation des luttes sociales et politiques héritées de l'étape antérieure de l'histoire, dont la page est tournée, perdent l'efficacité qu'elles avaient eue et partant leur légitimité. Or la cristallisation de nouvelles formes d'organisation du travail n'est jamais instantanée ; celle-ci exige des décennies avant de trouver son point d'équilibre et de stabilisation relative. En attendant donc, dans le camp des victimes du système, c'est le désarroi et la fragmentation qui occupent la scène.

La conjoncture est alors caractérisée par un redoublement de la violence. D'abord celle des forces dominantes du capital qui tentent d'imposer leurs solutions, dans les cadres nationaux comme à l'échelle internationale. D'où la « militarisation » de la mondialisation. Violence des uns, contre violence des autres, qui revêt à son tour les formes les plus diverses. Certaines de celles-ci peuvent être qualifiées de positives, quand elles s'inscrivent dans la perspective de construction de fronts des forces populaires et amorcent une conscience politique nouvelle à la hauteur des défis. D'autres ne le sont pas, quand elles enferment les victimes du système dans des impasses qui les privent de la possibilité d'identifier correctement la nature des défis. Les stratégies des forces dominantes s'emploient bien entendu à brouiller les cartes autant qu'elles le peuvent pour éviter ce qui serait pour elles le pire : la politisation positive des mouvements sociaux populaires.

Les scénarios du futur resteront toujours largement dépendants de la vision qu'on a des rapports entre d'une part les tendances objectives lourdes et d'autre part les réponses que les peuples et les forces sociales qui les composent donnent aux défis que les premières représentent. Il y a donc un élément de subjectivité, d'intuition, inéliminable. Fort heureusement d'ailleurs, parce que cela signifie que l'avenir n'est pas programmé à l'avance et que l'imaginaire inventif pour employer l'expression forte de Castoriadis³⁶¹ a sa place dans l'histoire réelle.

La "prévision" est d'autant plus difficile dans une période comme la nôtre que tous les mécanismes et les réflexes idéologiques et politiques qui commandaient les comportements des uns et des autres ont quitté la scène. La structure de la vie politique a été bouleversée lorsque la page de l'après seconde guerre a été tournée. La vie et les luttes politiques s'inscrivaient traditionnellement dans le cadre des Etats politiques, dont la légitimité n'était pas mise en cause (celle d'un gouvernement pouvait l'être, pas celle de l'Etat). Derrière et dans l'Etat, les partis politiques, les syndicats, quelques grandes institutions (comme celle du Patronat), le monde qualifié par les médias de "classe politique" constituaient l'ossature principale du système dans lequel s'exprimaient les mouvements politiques, les luttes sociales, les courants idéologiques. On constate que, presque partout dans le monde, l'ensemble de ces institutions ont perdu, à des degrés divers, une bonne partie sinon toute leur légitimité. Les peuples "n'y croient plus". A leur place donc des "mouvements" de natures diverses se sont hissés au-devant de la scène, autour des revendications des Verts, des femmes, en faveur de la démocratie, pour la justice sociale, affirmant des identités communautaires (ethniques ou religieuses). L'instabilité extrême caractérise donc cette vie politique nouvelle. L'articulation de ces revendications et mouvements avec

¹ Cornelius Castoriadis, *La montée de l'insignifiance*. Seuil 1994.
Cornelius Castoriadis, *L'institution imaginaire de la société*. Seuil 1975.

la critique radicale de la société (c'est à dire du capitalisme réellement existant), comme avec celle de la gestion néo-libérale mondialisée, doit être discutée concrètement. Car certains de ces mouvements s'inscrivent - ou le peuvent - dans le refus conscient du projet sociétair des pouvoirs dominants, d'autres au contraire ne s'y intéressent pas, ne le combattent pas. Les pouvoirs dominants savent faire cette distinction, et la font. La manipulation et le soutien ouvert ou caché aux uns, le combat résolu contre les autres sont la règle dans cette vie politique nouvelle chaotique et agitée.

Il y a une stratégie politique globale de la gestion mondiale. L'objectif de cette stratégie vise l'émiettement maximal des forces anti systémiques potentielles par le soutien à l'éclatement des formes étatiques d'organisation de la société. Autant de Slovénie, de Tchétchénie, de Kosovo et de Koweït que possible ! L'utilisation des revendications identitaires, voire leur manipulation, sont ici bienvenues.

2. La question de l'identité communautaire, ethnique, religieuse ou autre - est de ce fait l'une des questions centrales de notre époque². Le principe démocratique de base, qui implique le respect réel de la diversité nationale, ethnique, religieuse, culturelle, idéologique - ne saurait subir d'entorses. La diversité ne peut pas être gérée autrement que par la pratique sincère de la démocratie. A défaut elle devient fatalement un instrument que l'adversaire peut utiliser à ses fins propres. Or sur ce plan les gauches historiques ont souvent été défailtantes. Pas toujours certes et beaucoup moins d'ailleurs qu'on ne le dit fréquemment aujourd'hui. Un exemple parmi d'autres : la Yougoslavie titiste a été presque un modèle de coexistence des nationalités sur pied d'égalité réel ; mais certainement pas la Roumanie ! Dans le tiers monde de Bandung les mouvements de libération nationale sont souvent parvenus à unir contre l'ennemi impérialiste des ethnies et des communautés religieuses diverses. Les classes dirigeantes dans les Etats africains de la première génération ont souvent été réellement trans ethniques. Mais rares ont été les pouvoirs qui ont su gérer démocratiquement cette diversité et maintenir les acquis, quand il y en avait. Leur faible propension à la démocratie a donné ici des résultats aussi déplorables que dans leur gestion des autres problèmes de leurs sociétés. La crise venant, les classes dirigeantes impuissantes à y faire face, aux abois, ont souvent joué un rôle décisif dans le recours aux repliements communautaires utilisés comme moyen de prolonger leur "contrôle" des masses. Cependant, même dans de nombreuses démocraties bourgeoises authentiques, la diversité communautaire est loin d'avoir toujours été gérée correctement. L'Irlande du nord en est l'exemple le plus éclatant.

Le succès du culturalisme est à la mesure des insuffisances de la gestion démocratique de la diversité. J'entends par culturalisme l'affirmation que les différences en question seraient "primordiales", doivent être "prioritaires" (par rapport aux différences de classes par exemple), et parfois même sont tenues pour être "transhistoriques", c'est à dire fondées sur des invariants historiques (c'est le cas souvent des culturalismes religieux, qui glissent alors sans difficulté vers l'obscurantisme et le fanatisme).

L'exemple parfait de la fausse réponse (réactionnaire) à un problème réel (l'inégalité) est donné par l'idéologie anglo-saxonne du « communautarisme ». Souhaiter naïvement, fut-ce avec les meilleures intentions, des formes de « développement communautaire » spécifiques, qu'on prétendra produites par la volonté démocratique exprimée par les communautés en question (ce seront par exemple les Antillais des banlieues de Londres, ou les Beurs en France, les Noirs aux Etats Unis etc.), c'est enfermer les individus dans ces communautés et enfermer ces communautés dans les limites des carcans hiérarchiques que le système impose. Il ne s'agit de rien moins que d'une sorte d'apartheid qui ne s'avoue pas.

L'argument mis en avant par les promoteurs de ce modèle de « développement communautaire » est à la fois d'apparence pragmatiste (« faire quelque chose pour les démunis et les victimes que ces communautés rassemblent ») et démocratique (les communautés tiennent à s'affirmer en tant que telles). Que beaucoup de discours universalistes aient été et soient encore de pure rhétorique, n'appelant aucune stratégie d'action efficace pour changer le monde, ce qui implique d'évidence de

² Samir Amin, *L'ethnie à l'assaut des nations*. (1994).
S. Amin, *L'Islam politique* (Annexe VI).

porter son attention sur les formes concrètes de lutte contre l'oppression dont souffre tel groupe particulier, soit. Mais l'oppression en question ne peut être abolie si par ailleurs on lui donne un statut qui constitue un cadre permettant sa reproduction, fut-ce-t-elle sous une forme adoucie.

L'attachement éventuel des membres d'une communauté à celle-ci, si respectable puisse-t-il être dans l'abstrait, n'en est pas moins le produit de la crise de la démocratie. C'est parce que l'efficacité, la crédibilité et la légitimité de celle-ci sont érodées que les êtres humains se réfugient dans les illusions d'identités particulières qui pourraient les protéger. Le culturalisme, c'est à dire l'affirmation que chacune de ces communautés (religieuse, ethnique, sexuelle ou autre) a ses propres valeurs irréductibles (c'est à dire sans portée universelle), est alors à l'ordre du jour. Il est, comme je l'ai dit ailleurs, non pas complémentaire de la démocratie, le moyen de mettre celle-ci en œuvre concrètement, mais au contraire son antinomie.

Pour y voir clair dans la jungle des revendications identitaires je proposerai un critère qui me paraît essentiel. Sont progressistes les revendications qui s'articulent sur le combat contre l'exploitation sociale et pour une plus grande démocratie déployée dans toutes ses dimensions. Par contre toutes les revendications qui se présentent "sans programme social" (parce que soit disant cela serait sans importance !), "non hostiles à la mondialisation" (parce que cela serait également sans importance !), a fortiori qui se déclarent étrangères au concept de démocratie (accusé d'être "occidental") sont franchement réactionnaires et servent parfaitement les objectifs du capital dominant. Au demeurant celui-ci le sait, soutient ces revendications, même lorsque les médias profitent de leur contenu barbare pour dénoncer les peuples qui en sont les victimes ! Utilise voire manipule ces mouvements.

Les faits démontrent que la satisfaction des revendications dites ethniques, obtenue dans ces conditions, ne fait pas progresser la cause de la démocratie et du progrès social. Au contraire on voit dans l'ex Yougoslavie et dans l'ex URSS se constituer sur cette base une nouvelle classe dominante autocratique et réactionnaire qui s'empare de tous les pouvoirs politiques et économiques à son profit exclusif, et croit pouvoir légitimer ce monopole par la défense de « l'ethnie » qu'elle assurerait. L'Islam politique remplit ailleurs des fonctions réactionnaires analogues, utiles à la domination du capital transnational.

3. Passé à l'offensive, le capital de l'impérialisme collectif dominant a récusé le principe de la souveraineté des nations, substituant l'OTAN – son instrument militaire – à l'ONU – qui est la seule institution représentative des nations de la planète.

La démocratie et les droits des peuples que les puissances du G7 invoquent pour justifier leurs interventions ne sont guère conçues que comme le moyen politique de gestion de la crise du monde contemporain, venant en complément des moyens économiques de cette gestion néo-libérale. Cette démocratie n'est que circonstancielle. Le discours sur la bonne "gouvernance" n'est rien de plus. Il est de surcroît, et parce qu'intégralement soumis aux priorités que le déploiement de la stratégie Etats Unis/Triade tente d'imposer, instrumentalisé avec cynisme. D'où l'usage systématique de la règle "deux poids - deux mesures".

Par ailleurs, la méthode mise en œuvre ne se contente pas du matraquage et de la manipulation médiatiques. Elle tente d'enfermer les peuples dans des alternatives immédiates inacceptables : accepter l'oppression, disparaître, se placer sous le protectorat des puissances impérialistes ? Pour cela il faut faire le silence le plus total sur les politiques qui ont conduit au drame.

Le principe du respect de la souveraineté des nations doit rester la pierre angulaire du droit international. Et si la Charte des Nations Unies a choisi de le proclamer, c'était précisément parce que ce principe avait été nié par les puissances fascistes. Dans son discours poignant prononcé en 1935 devant la SDN l'Empereur Hailié Selassié avait clairement fait comprendre que la violation de ce principe - lâchement acceptée par les démocraties de l'époque - sonnait le glas de cette organisation. Qu'aujourd'hui ce principe fondamental soit à nouveau violé avec autant de brutalité par les démocraties elles-mêmes ne constitue pas une circonstance atténuante, mais au contraire aggravante. Au demeurant elle a déjà amorcé la fin aussi peu glorieuse de l'ONU, traitée en chambre

d'enregistrement de décisions prises ailleurs et mises en œuvre par d'autres. L'adoption solennelle du principe de la souveraineté nationale en 1945 s'accompagnait logiquement de l'interdiction du recours à la guerre. Les Etats sont autorisés à se défendre contre celui qui viole leur souveraineté par l'agression, mais ils sont condamnés à l'avance s'ils sont les agresseurs.

Sans doute la Charte des Nations Unies avait-elle donné une interprétation absolue du principe de la souveraineté. Qu'aujourd'hui l'opinion démocratique n'accepte plus que ce principe autorise les gouvernements à faire n'importe quoi avec les êtres humains qui sont placés sous leur juridiction constitue un progrès certain de la conscience universelle. Comment concilier ces deux principes qui peuvent entrer en conflit ? Certainement pas par la suppression d'un de leurs termes - soit la souveraineté des Etats, soit les droits humains. Car la voie choisie par les Etats Unis et derrière eux leurs alliés européens subalternisés, non seulement n'est certainement pas la bonne, mais encore cache les objectifs véritables de l'opération, qui n'ont rien à voir avec le respect des droits humains, en dépit du matraquage médiatique qui veut le faire croire.

L'ONU doit être le lieu de l'élaboration du droit international. Il n'y en pas d'autre qui puisse être respectable. Que cela implique des réformes de l'organisation, qu'on réfléchisse aux voies et moyens (y compris d'innovation institutionnelle) qui permettent aux forces sociales réelles d'y être représentées aux côtés des gouvernements (qui, au mieux, ne les représentent que très imparfaitement), qu'on s'assigne l'objectif d'intégrer dans un ensemble cohérent les règles du droit international (le respect de la souveraineté), celles qui concernent les droits des individus et des peuples et celles qui concernent les droits économiques et sociaux, oubliés dans la vulgate libérale, lesquels impliquent nécessairement la régulation des marchés, voilà de quoi meubler un agenda lourd de questions auxquelles je ne chercherai pas à donner ici des réponses qui seraient fatalement trop brèves. Il s'agit d'un processus long sans aucun doute. Mais il n'y a pas de raccourci ; l'histoire de l'humanité n'est pas parvenue à son terme, elle continuera à progresser au rythme de ses possibilités.

Le projet que l'impérialisme collectif de la triade et l'hégémonisme nord-américain s'emploient à tenter d'imposer au monde entier non seulement récuse le principe de la souveraineté des peuples et ignore les exigences de l'institutionnalisation d'une coexistence harmonieuse entre ce principe et les droits démocratiques, politiques et sociaux, des individus et des collectivités, mais encore place en priorité l'élaboration d'un « droit international des affaires » (*international business law*) auquel tous les droits nationaux dans tous les domaines sont invités à se soumettre. Les projets concoctés par des « groupes d'études » mystérieux au sein de l'OMC et de l'OCDE (comme le projet de l'Accord Multilatéral sur les Investissements) ont été et sont pensés dans cet esprit. Il ne s'agit de rien moins que d'imposer à tous les peuples les règles fondamentales du « libéralisme » économique, récusant leur droit à choisir une quelconque forme différente d'organisation de leur vie sociale. Comme je l'ai déjà dit plus haut dans ce sens l'OMC est une organisation qui s'est fixé l'objectif de réorganiser tous les aspects de la production à l'intérieur des Etats, et de soumettre tous les aspects de leur vie sociale et politique aux exigences de la pénétration du capital transnational dominant, interdisant à tout Etat le droit d'en réguler les activités. L'OMC mérite de ce fait d'être qualifiée de « Ministère des colonies » du collectif impérialiste.

Ce projet s'inscrit en droite ligne aux antipodes de ce dont les peuples du monde moderne ont besoin : développer un nouveau droit supérieur qui garantisse à tous sur cette planète un traitement digne, condition de leur participation active et inventive à la construction de l'avenir. Un droit plein, multidimensionnel, qui traite des droits de la personne humaine (hommes et femmes bien entendu, en tant qu'êtres pleinement égaux), des droits politiques, des droits sociaux (travail et sécurité), des droits des communautés et des peuples, enfin du droit régissant les relations inter Etats. Voilà certainement un agenda qui occupera des décennies de réflexion, débats, actions et décisions.

Finalement, concernant les questions de la sécurité et du désarmement, le discours dominant, ressassé par les médias, axé sur les dangers que comporterait la "prolifération" des armements nucléaires et autres, est véritablement mal venu, dès lors que la puissance militaire américaine a opté pour le bombardement terroriste et qu'on sait qu'elle n'hésiterait pas à faire usage du nucléaire si elle le juge nécessaire. Devant cette menace majeure les autres pays du monde ne peuvent réagir que par le choix

de la construction de forces militaires capables de dissuader l'agression impérialiste en rendant celle-ci coûteuse. La paix est à ce prix.

4. Pour toutes les raisons invoquées ici le moment actuel n'est pas celui d'un progrès de la démocratie, mais au contraire celui de la menace de son déclin. Ni la substitution « d'identités collectives » dites culturelles (ethniques ou religieuses) à celle de la reconnaissance de la pluralité des intérêts et de leurs expressions, ni la négation de la souveraineté nationale, ni la tentative d'imposer la soumission de tous les aspects de la vie économique et sociale de tous les peuples à un droit des affaires quelconque, a fortiori néo-libéral, ne constituent un terrain favorable au progrès de la démocratie.

Revenant à ce que j'ai dit plus haut concernant le caractère conflictuel et non complémentaire du rapport marché/démocratie, je dirai que dans un moment comme le nôtre ce rapport contradictoire apparaît dans sa dimension dévastatrice avec la toute-puissance que la dictature du capital dominant lui donne.

Dans les pays capitalistes développés, le modèle de ce que j'ai qualifié de « démocratie de basse intensité », dans laquelle la soumission acceptée aux « lois du marché » vide de tout son contenu le potentiel d'invention démocratique de la citoyenneté, a progressé au cours des deux dernières décennies à un rythme inquiétant, l'Europe étant désormais menacée aujourd'hui d'un alignement inquiétant sur le modèle misérable des Etats Unis.

Dans les pays d'Asie et d'Afrique les discours concernant la démocratie, les droits des peuples etc. ne bénéficient pas de la moindre crédibilité, dès lors qu'il est établi qu'ils viennent de « l'Occident ». Malheureusement les démocrates d'Europe ne veulent pas le voir. Personne – et je n'exagère pas en utilisant ce terme – en Asie et en Afrique ne donne aux discours des pouvoirs et des médias occidentaux sur ces thèmes un sens autre que celui de manœuvres mensongères destinées à cacher des objectifs impérialistes évidents. Et si quelques diplomates peureux et des ONG dont la survie dépend de soutiens financiers occidentaux se gardent de le proclamer, cela ne change pas grand-chose à la réalité. Il peut arriver également qu'une communauté particulière ait été placée dans une situation telle que l'intervention occidentale – indépendamment des motifs que celle-ci invoque – soit perçue comme la seule planche de salut. Mais alors il ne peut s'agir que de groupes restreints, instrumentalisés – fût-ce malgré eux ou sans en avoir conscience – par les pouvoirs dominants dans le système mondial.

Ce ne sont pas là des résultats dont il faut se réjouir car ils constituent un obstacle sérieux au développement d'un front international de lutte pour la démocratie. Pourtant les peuples d'Asie et d'Afrique aspirent non seulement à un mieux-être matériel mais encore à la démocratisation de leurs sociétés (bien qu'à des degrés divers). L'hypocrisie et le mensonge des pays de l'OTAN constituent les alliés les plus efficaces des ennemis de la cause du progrès et de la démocratie. Le fait que dans leur majorité les gauches européennes se soient alignées sur Washington, sa stratégie interventionniste et les moyens de terreur qu'elle met en œuvre constitue aujourd'hui un obstacle supplémentaire à toute cause universaliste. Aujourd'hui Blair et Schröder apparaissent non seulement comme les fossoyeurs les plus dangereux des traditions qui ont fait l'honneur de la gauche européenne, mais encore comme des agents d'exécution serviles du projet américain. Leur association avec Clinton dans un discours dit « de troisième voie » ne doit pas faire illusion.

5. La question dite du « terrorisme » trouve sa place dans le cadre de la crise de la démocratie analysée ici.

Le terme de « terrorisme » est d'ailleurs, comme on le sait suffisamment malaisé à définir pour permettre toutes les interprétations et les manipulations que les uns ou les autres souhaitent promouvoir. Il permet entre autre de qualifier de la sorte certaines luttes légitimes, comme celle du peuple palestinien engagé, à armes très inégales, dans une lutte de libération contre l'occupant israélien. Il permet de passer sous silence les violences mises en œuvre par les Etats impérialistes – Etats Unis en premier lieu – s'autorisant à assassiner ou commanditer l'assassinat des personnalités politiques qui leur déplaisent (a-t-on oublié les assassinats de Salvador Allende et de tant d'autres ?), à

bombarder (y compris bien entendu les populations civiles) pour terroriser des peuples tout entiers (tout en prétendant venir à leur secours ... , alors que les mêmes impérialistes ont imposé à ces peuples ces régimes dont ils ont été les premières victimes ... comme ce fut le cas avec les Talibans) etc. Qualifier ces opérations de « terrorisme d'Etat » est, dans ces conditions, parfaitement admissible.

Les attentats du 11 septembre 2001 ont permis comme on le sait de franchir un pas supplémentaire dans la direction de la manipulation des craintes populaires pour faire accepter des entorses graves à la démocratie. Une réédition de ce que fut le maccarthysme aux Etats Unis n'est pas impossible, compte tenu du « besoin » éprouvé semble-t-il dans la société de ce pays de se « retremper » tous les demi siècles dans une cure d'affirmation fondamentaliste de ce qui est considéré là-bas comme constitutif des « valeurs américaines ». G. W. Bush n'est hélas pas seul à faire l'amalgame entre les « terroristes » et tous les adversaires d'un segment quelconque du projet néo-libéral. Le Premier Ministre italien – le fort peu reluisant Berlusconi - ne s'est-il pas fait l'écho de cette proposition de « serrer la vis » à tous les mouvements européens de protestation ?

Ce qu'il nous faut dire sur cette question du terrorisme pourrait être résumé en une phrase : Nous n'avons pas besoin d'un « front mondial contre le terrorisme ». Ce dont les peuples ont besoin c'est de construire un front mondial pour la justice sociale et internationale. S'ils y parviennent le terrorisme disparaîtra de lui-même.

(extrait de “*Au delà du capitalisme sénile*”, chapitre VI pp 123-131)
